

Le Timor et la question indonésienne

Plus qu'un exposé géographique, l'intervention de M. Charras et F. Durand retraçait un véritable drame, avec un ton souvent assez militant. On ne sortait pas intact de cette soirée.

Frédéric Durand décrit tout d'abord le territoire timorais : l'île entière possède une superficie voisine des Pays-Bas (32000 km²), la partie orientale (19000 km²) est encore grande comme deux fois et demi la Corse. Le relief est assez marqué avec 10 sommets au delà de 1500m et un point culminant, le mont Tatapailan juste en dessous des 3000m. L'île connaît un climat tropical sec, avec une saison sèche de mai à septembre et un milieu de savane arboré, dont la forêt peine à se régénérer. L'intervention militaire a d'ailleurs posé des problèmes écologiques.

Le chercheur brosse ensuite un historique de l'île et de sa partie orientale. Si les portugais arrivent en 1514 et les hollandais un siècle plus tard, il ne s'agit alors que d'établir des comptoirs, la véritable colonisation ne débutant qu'en 1750. Les deux puissances fixeront la frontière entre les deux parties de l'île en 1914 (Portugais à l'est, Hollandais à l'ouest). Les indonésiens ont pu présenter leur intervention comme un moyen de mettre fin à cette séparation née de la colonisation, mais un clivage existait déjà avant elle, notamment entre deux langues véhiculaires, malgré une mosaïque ethnique d'une vingtaine de groupes différents. A l'est, la population est restée en majorité animiste jusqu'à l'intervention (70% de la population en 1975).

Pourquoi l'Indonésie est-elle intervenue au Timor ? Frédéric Durand l'explique d'abord par la puissance de l'armée, fortifiée par la guerre d'indépendance de 1945-49. Mais il y a un autre héritage colonial : les hollandais ont magnifié les grands empires précoloniaux, inspirant les tenants d'une grande Indonésie. L'indépendance du Timor-est (74-75) intervient quant à elle dans le contexte de la fin de la guerre du Vietnam, le bref gouvernement à direction marxiste (ASDP) effraye les occidentaux ; l'Indonésie a quant à elle connu une répression brutale des communistes dix ans plus tôt (un million de morts ?). D'autre part, l'ex-monde colonial est alors marqué par une logique d'intégration des enclaves (Goa en Inde...)

Les indonésiens sont certains d'une victoire rapide, en deux ou trois semaines, mais la résistance est plus forte que prévue et les troupes s'élèvent à 38000 hommes en 1976, puis 60000 en 1979, soit près d'un soldat pour dix habitants. Les opérations d'encerclement et d'annihilation montrent une volonté de détruire le peuple timorais. On compte 150 camps en 1986 qui ont renfermé jusqu'à 300000 prisonniers. La politique de "villagisation" avait pour but de séparer les habitants des résistants, mais en entourant les villages de barbelés, en empêchant la surveillance des terres contre les rongeurs, en laissant peu de terres au villageois, cette politique a conduit à la catastrophe. Des observateurs occidentaux notent au début des années 80 que la situation est pire qu'au Biafra et semblable à celle du Cambodge. La population est passée de 700000 à 425000 ; en tenant compte des naissances, le nombre des victimes se situerait entre 300 à 350000 personnes. Les indonésiens ont également pratiqué une politique de stérilisation forcée, masquée sous des campagnes de vaccinations.

A partir de 1982, il n'y a plus de résolutions concernant le Timor à l'ONU. Si François Mitterrand, peu après son arrivée au pouvoir a pu dire que "la France assumera ses devoirs", notre pays, comme tous les vendeurs d'armes, a fourni l'armée indonésienne, notamment en avions anti-guérilla. La visite du pape en 1979 montre la progression du catholicisme dans la partie orientale de l'île (les indonésiens ont interdit l'animisme) ; mais Jean-Paul II a parlé de pardon sans évoquer les massacres. F. Durand expliquera ce silence lors des débats : il s'agit d'une realpolitik quand on sait qu'il y a 7 à 8 millions de catholiques en Indonésie ; leur sort pèse plus lourd que celui des quelques centaines de milliers de timorais. Le Timor tombe dans l'oubli au début des années 90, malgré le massacre du cimetière de Dili ; ainsi l'IGN fait-elle disparaître la frontière du Timor-est. Le prix Nobel remis en 1996 aux timorais ne fait pas bouger les médias. (plus tard, lors des débats, F. Durand revient sur les prix Nobel : le jury a voulu défendre une cause assez peu connue : l'évêque de Dili, Mgr Belo et R. Ortal ont été préféré à Xananao Gusmao qui avait pris les armes et au ministre indonésien Alatas qui cherchait un compromis de paix : le jury a refusé de cautionner l'Indonésie)

C'est la crise qui va changer la situation : l'Indonésie sous perfusion a besoin d'aide internationale ; aussi organise-t-elle le referendum ; mais elle était persuadée de pouvoir le truquer ; elle forme alors les milices qui doivent exécuter les meneurs et pousser les civils à la fuite ; il y a alors 20000 soldats et 30000 miliciens. Au début de 1999, on compte déjà 90000 réfugiés. Malgré tout, le 30 août, avec 98% de participants, le referendum conduit à une victoire des indépendantistes (78%). Les indonésiens vont alors réagir pour donner un exemple aux autres territoires de l'archipel, notamment l'Irian Jaya ; fin septembre, il y a 250000 à 300000 réfugiés. Frédéric Durand insiste encore une fois sur l'échelle des phénomènes humains qui touchent le Timor, avec sa population de quelques centaines de milliers d'habitants. Pour F. Durand, l'intervention de l'ONU ne pose pas de problème de respect du droit international ; les indonésiens n'avaient aucun droit sur le Timor oriental en 1975, l'ONU aurait pu intervenir dès cette époque

Aujourd'hui, les hommes adultes ont disparu ; ne survivent que les femmes, les enfants et les vieillards. toutes les infrastructures ont été détruites dans une politique de terre brûlée.

Frédéric Durand achève son intervention par une réflexion sur les problèmes de déontologie pour les chercheurs : M. Charras avait rapelé qu'elle a du intégrer le discours indonésien de la "27ème province" pour pouvoir continuer ses recherches ; Frédéric Durand a du écrire sous un pseudonyme.

Débats

Les débats rebondissent sur cette question de l'attitude des médias et des chercheurs. F. Durand évoque le refus de nombreux éditeurs de publier "le Génocide oublié" : le Timor, plus personne n'en parlait. Aujourd'hui, les médias en parlent, mais les massacres sont donnés en pâture et digérés comme du spectacle. On risque d'être "lobotomisé" par la succession des génocides évoqués par les journaux télévisés : ils font la une pendant quelques jours puis quelques semaines avant d'être oubliés pour laisser la place à un autre.

L'attitude des indonésiens est ensuite évoquée. Muriel Charasse explique ce que signifie être au Timor pour un militaire : il obtient des gallons plus rapidement, double sa solde et acquiert des terres (plantations de café, rizières) ; le Timor était devenu un fief ; cela permet de comprendre que même le général Viranto, chef de l'armée, ne contrôle pas tout au Timor. Sur place, l'administration était confié à des indonésiens, souvent issu des Célèbes (Sulawesi).

Quant à l'indonésien de la rue, il a certes été élevé dans l'esprit de la "27ème" province ; mais, explique F. Durand, il savait ce qui se passait là-bas et, en privé, on pouvait le sentir gêné.

Brigitte Clamagirand., ethnologue dans la région avant l'intervention, revient sur la situation en 75 : elle n'était pas si évidente ; la présence portugaise était faible près de la frontière (M. Charras a expliqué que les sociétés présentes à cet endroit étaient sensibles au discours indonésien). Le développement était très faible et le régime portugais était aussi un régime dur. A cette époque, la conscience de l'unité du Timor portugais n'était pas évidente ; la population était formée de groupes qui se sentaient ethniquement séparés. La tragédie a favorisé l'apparence d'une conscience nationale. M. Charras ajoute que si 70% des timorais sont aujourd'hui devenus chrétiens, c'est aussi par réflexe identitaire.

On demande à F. Durand de justifier le terme d'esclavage employé pour caractériser le traitement des timorais par les indonésiens. il rappelle alors l'arbitraire, les massacres et les viols. M. Charras évoque également le début de l'esclavage dans l'archipel au 17ème siècle, après la conversion du roi de Macassar à l'islam. il existe un racisme indonésien, qui s'appuie sur l'opposition est/ouest entre les malais qui représentent la "culture" et les mélanésiens, noirs. Il s'agit là encore d'un héritage de l'ère coloniale ; les hollandais ayant mis en valeur les civilisations malaises.

A la suite d'une question sur les atteintes à l'environnement, et particulièrement à la forêt, F. Durand parle des bombardements au Napalm et des incendies : en 1981, la résistance est à bout de souffle ; les militaires décident alors d'en finir : ils séparent la population en deux parties, chacune étant regroupée à une extrémité du territoire ; ils leur ordonnent de former une ligne en se tenant la main et d'avancer pour se rejoindre au centre ; ce peigne humain était destiné à ratisser les derniers foyers de résistance. Il fallait alors mettre le feu à la végétation pour obliger les combattants à s'enfuir. En plus de la catastrophe écologique, cela obligeait les paysans à quitter leurs terres au moment des récoltes ; cela conduisit à une épouvantable famine.

En conclusion, M. Charras appelle les jeunes chercheurs à aller étudier le Timor, une "île continentale" par son isolement.

Compte-rendu : Marc Lohez